



rapport
d'activité 2012

sommaire

Editorial p. 3

Présentation du CARI, le rapport d'activité 2012 p. 4

Le CARI et les réseaux p. 6

DRYNET : agir dans un réseau de réseaux sur les terres arides p. 7

Groupe de Travail Désertification : réseau d'acteurs français impliqués dans des actions de solidarités internationales en zones arides p. 8

Réseau Sahel Désertification : au Burkina Faso, Mali, Niger et en France, quatre plateformes mobilisées pour les populations des zones arides p. 12

Le CARI dans les oasis, l'appui aux initiatives oasiennes à Jorf au Maroc p. 14

L'action du Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD0) p. 15

**Espace Terres arides et Oasis
Le CARI au Forum mondial de l'eau de Marseille** p. 18

Programme Solidarité Eau (PS-EAU), des avancées en matière de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau p. 20

le CARI, l'équipe p. 22

Couverture : membres de Drynet, du Resad et du GTD devant l'espace Terres Arides et Oasis du CARI au Forum Mondial de l'eau de Marseille - mars 2012

L'action de terrain et l'action en réseau : les deux bouts de la chaîne.

L'année 2012 est dédiée à un hommage particulier du CARI à deux de ses fondateurs décédés, Hubert Gavoty et Jean Luc Messe. Leur engagement sera le nôtre.

L'année 2012 a vu des crises de tous ordres se révéler et s'amplifier. Ces crises sont désormais globales, reliées entre elles et risquent de s'installer durablement. Elles sont économiques, sociales, financières et engendrent d'une certaine manière aussi des crises d'identité, des crises morales, des crises du sens. Dans ce contexte les questions du développement et des populations pauvres ont été reléguées en fin de liste des préoccupations internationales et remplacées par un sentiment plus individuel que l'avenir de tout un chacun où qu'il soit peut aussi être menacé. La dimension internationale étant désormais une constante dominante, et souvent angoissante, perdue ou croît la tentation du chacun pour soi comme l'option la plus sécurisante. Alors qu'il serait facile de démontrer qu'une grande part des problèmes qui agitent le monde plonge ses racines dans les injustices, les accaparements de toutes natures, les rejets, les outrances.

Parmi eux les atteintes majeures faites à l'écosystème qui compromettent l'avenir pour tous, mais plus immédiatement et plus durement pour les plus vulnérables. L'action du CARI, bien que modeste,



entend tenir les deux bouts de la chaîne en agissant sur le local tout en pesant sur le global. Les outils comme les démarches ne sont pas les mêmes. L'action sur le terrain est faite de patience, de relations directes, de soutien technique et financier, d'accompagnement dans la prise de risque notamment dans la mise en œuvre de l'agroécologie : c'est le cas au Maroc, en Algérie et même dans l'Hérault avec quelques familles de gitans. Dans ce domaine l'action est immédiatement utile pour ceux qu'elle touche. Pourtant notre expérience nous a conduit à investir d'autres chantiers à première vue moins valorisants. Par exemple les activités de réseau qui visent le plaider pour les changements des politiques publiques, forcément menées à plusieurs, en réseau ou plateforme nationale ou internationale. Le CARI accepte de s'y fondre dans un certain anonymat.

C'est le cas pour les dynamiques du RADDO dans quatre pays du Maghreb pour la sauvegarde des oasis, pour celle du GTD en France et du RESAD dans trois pays du Sahel, trois réseaux d'acteurs dont le CARI est directement coordinateur et dont il entend maintenir et renforcer la mobilisation pour la lutte contre la désertification et la dégradation des terres. L'année 2012 aura permis de conforter les deux options. Si le contexte instable actuel ne fait que révéler avec plus de force le bien fondé de nos engagements pour l'agroécologie, la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté en zone aride, cette période nous impose aussi d'adapter notre organisation interne et de préparer l'avenir en renforçant nos viabilités de toutes natures.

Il n'y a finalement pas de bonne ou de mauvaise année pour le CARI, seulement des défis encore et toujours à relever ! Ceux qui nous font confiance doivent nous savoir déterminés.

Patrice BURGER
Directeur du CARI

Présentation du CARI

le rapport d'activités 2012

Le CARI en quelques mots :

Le CARI (Centre d'actions et de réalisations internationales) est une association de solidarité internationale ou organisation non gouvernementale (ONG) basée à Viols le Fort depuis 1998. Le CARI est géré par un conseil d'administration bénévole de personnalités de multiples horizons. Il est animé par une équipe de cinq permanents qui recherche un travail intergénérationnel. Les acteurs du CARI partagent également des motivations communes pour une polyvalence des actions et une capacité à faire le lien entre :

- le plaidoyer pour la cause du développement des zones arides et des oasis avec l'agroécologie en tant que base des interventions de terrain ;
- l'action de terrain dans les projets via des partenaires locaux autant en termes d'agroécologie que d'organisation et de renforcement des capacités.

Outre le conseil d'administration et les permanents, le CARI s'appuie aussi sur un groupe d'agroécologistes professionnels français pour des interventions techniques au sud et sur des volontaires internationaux en poste au sud pour des appuis à ses partenaires.

Les activités du CARI s'inscrivent ainsi dans les domaines de la solidarité internationale, du développement durable rural et de la lutte contre la dégradation des terres. Avec en perspective la valorisation des capacités et ressources locales en vue de l'autonomie des populations dans les pays du sud. Cette action recouvre deux chantiers distincts mais complémentaires : agir sur le terrain et mobiliser en réseau.

Dans le cadre de son mandat le CARI adopte une démarche participative reposant sur un principe de subsidiarité ; c'est pourquoi le CARI ne travaille pas en direct mais en partenariat avec des associations au sud pour atteindre les groupes de base. Le CARI travaille également à la création de réseaux et de plateformes pour les acteurs de la société civile avec l'objectif de « faire ensemble ».

Le CARI en 2012

En 2012, et outre les activités directement reliées aux projets et programmes financés, le CARI a participé à la vie associative de la région notam-

ment à travers les manifestations locales comme la Semaine de la Solidarité Internationale à Montpellier en lien avec la Maison de la solidarité internationale, des conférences sur l'agroécologie dont l'une d'entre elles à SUP'AGRO Montpellier ou encore une contribution importante et originale au Forum Mondial de l'eau à Marseille via « l'Espace Terres arides et Oasis ». Le CARI est aussi intervenu dans les Universités de Montpellier auprès de différents Master pour témoigner de son expérience et la faire partager aux étudiants. Mais cette année nous souhaitons mettre l'accent sur 2 actions très différentes du CARI et qui illustrent aussi l'étendue de ses interventions :

Le CARI à RIO + 20

RIO+20 en juin 2012 portait l'espoir de décisions d'autant plus fortes qu'elles étaient sous-tendues par la symbolique du lieu mythique de Rio 1992 et d'un Brésil devenu pays émergent désormais capable de peser sur la prise de décision internationale. Pour le CARI l'événement était lui aussi symbolique, car Patrice Burger était déjà l'un des fervents participants vingt ans plus tôt à ce sommet qui avait consacré les efforts de toute une génération pour lancer le développement durable, comme l'articulation entre le développement et l'environnement jusque là tenus séparés. Toutefois il a fallu se rendre à l'évidence d'un sommet 2012 tronqué de la présence de très nombreux chefs d'états, et d'une prise de décision très contrainte par les crises internationales en cours ainsi que d'un agenda de réunions peu favorable. Outre cette morosité politique, la configuration de lieux très éparpillés dans la ville et trop distants les uns des autres ainsi qu'un temps

Patrice Burger avec Vandana Shiva et André Leu (IFOAM)





Atelier de semis, Jorf, Maroc.

maussade qui a inondé certains lieux comme le Flamingo park, ont sans aucun doute tous contribué à une forme de manque d'enthousiasme des participants.

Au cours du printemps, le CARI avait contribué aux discussions et au document « l'avenir que nous voulons » ainsi qu'aux travaux préparatoires. C'est en tant que membre coopté de la délégation française élargie, que le CARI a participé pendant quelques jours au sommet. Il a ainsi pu organiser et faciliter un débat public en tant que Drynet sur le pavillon de la France et permettant à diverses ONG du Sénégal, du Pakistan, de France et du Secrétariat de la Convention Désertification sur le sujet de la dégradation des terres, de contribuer avec d'autres membres de Drynet à la journée mondiale de lutte contre la désertification sur le pavillon de Rio+20, de contribuer aux travaux des « agriculture et rural development days » dans un atelier sur l'agroécologie avec Vandana Shiva, l'IFOAM et Sue Edwards, ainsi que de suivre plusieurs séances et débats sur l'agroécologie au Forum des Peuples. Si les résultats ont été en-dessous des espoirs, il faut aussi noter quelques motifs de satisfaction : notre initiative de tenir en direct de Rio d'une conférence débat avec le collectif Rio+20 du Languedoc Roussillon, suivi d'un débat public le 05 juillet à l'espace Martin Luther King, suivi des très nombreuses présentations à Rio d'initiatives enthousiasmantes liées à l'agroécologie en provenance du monde entier et en tout premier lieu du Brésil. Le CARI a aussi tiré une certaine fierté de la prise en considération importante dans le texte de Rio de la désertification et la lutte contre la désertification. Et aussi et surtout, la mention (article 207), de la nécessité de la sauvegarde des oasis. Cette mention est directement inspirée des travaux du RADDO. et relayée par les décideurs.

L'écojardinage à Pignan

Depuis de nombreuses années le CARI intervient en partenariat avec le Conseil général de l'Hérault à Pignan auprès de la communauté des « gens du

voyage » installée sur des « terrains familiaux ». Cette action, bien que modeste, illustre bien la compatibilité des valeurs et des approches du CARI qu'il s'agisse de précarité au nord ou de manque de développement au sud.

Les objectifs de cette action sont :

- généralement, accès aux droits et à la citoyenneté pour des familles relevant du RSA, améliorer la vie sociale et familiale
- plus spécifiquement, améliorer l'environnement des campements et intéresser les familles à la préservation des espaces verts communs, permettre aux personnes intéressées de maîtriser plusieurs techniques de jardinage, susciter l'intérêt pour les activités de la terre, afin d'apporter des ressources complémentaires et de faire émerger des pistes pour un retour à l'emploi

Les résultats de ce projet en 2012 sont :

- 3 jardins productifs, une production de légumes (oignons, salades, tomates) ;
- les clôtures détériorées par le passage des animaux sont réparées sommairement mais régulièrement ;
- nettoyage général régulier des abords des caravanes et jardins ;
- demandes de plusieurs jeunes (du campement et d'ailleurs) pour faire un jardin ;
- une coordination avec le CCAS pour la signature régulière des contrats d'insertion ;
- la concertation entre les familles et les partenaires administratifs aboutit à la mise en place d'un chantier d'insertion le 1er juin prochain ;
- plusieurs petits potagers ont été mis en place par des résidents en bordure de leur parcelle.



Terrains à Pignan

Budget du CARI 2012

Budget global : 530 000 euros
 Subventions Publiques : 312 000 euros
 Subventions Privées : 205 000 euros
 Masse salariale : 220 000 euros
 (soit 42 % du budget global)

Statistiques du site Internet

Nombre de visiteurs : 10 134
 Nombre de pages vues : 24 707
 Facebook : 80

Le CARI et les réseaux

Le CARI :

- est coordinateur d'une plate-forme d'acteurs français de la solidarité internationale agissant dans le domaine de la lutte contre la désertification : le Groupe de Travail Désertification (GTD) ;
- est coordinateur du Réseau Sahel Désertification (RESAD) qui regroupe le GTD et trois autres plates-formes d'acteurs du Sud dédiés à la lutte contre la désertification au Mali (GCOZA, Groupe de coordination des zones arides), au Niger (CNCOD, Comité national de coordination des ONG sur la Désertification), au Burkina Faso (SPONG, Secrétariat permanent des ONG) ;
- est coordinateur du Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis dont les activités mises en œuvre par les points focaux-pays couvrent l'Algérie (APEB, Association de protection de l'environnement de Beni Isguen), la Tunisie (ASOC, Association de sauvegarde de l'oasis de Chenini Gabes), le Maroc (AOFEP, Association oasis Ferkla pour l'environnement et le patrimoine), et la Mauritanie (Tenmiya) ;
- est membre du comité de pilotage du réseau intercontinental Drynet composé d'acteurs de la lutte contre la désertification dans 15 pays sur quatre continents ;
- est depuis 2012 le représentant de la société civile dans le Conseil d'Administration de l'Observatoire du Sahara et du Sahel ;

- est l'antenne Méditerranée du pS-Eau (programme solidarité Eau), plate-forme française des acteurs de la solidarité internationale pour la coopération au développement dans le domaine de l'eau ;
- est membre de la Commission Climat de Coordination sud ;
- est membre du collectif CRID ;
- le CARI est accrédité à la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification.

Via ces activités le CARI développe le suivi et l'animation de trois sites Internet et leurs lettres électroniques respectives : le site Internet du CARI, le site Internet du RADD0, le site Internet du GTD tout en contribuant aux sites Internet du pS-Eau, de Drynet, du RESAD.



Remise du prix Terres et Vie à TEMA (Drynet) lors de COP18 UNFCC à Doha



Le RADD0 à la COP 18, changement climatique, Doha

DRYNET :

agir dans un réseau de réseaux sur les terres arides.

désertification

Le CARI est un membre parmi d'autres du réseau intercontinental Drynet qui recouvre 17 pays dans le monde. Toutefois le CARI a été désigné comme ayant un rôle particulier dans ce réseau grâce à son expérience dans le domaine de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres d'une part, grâce à sa très bonne connaissance de la Convention désertification d'autre part. De ce fait le CARI a été désigné comme membre de trois comités : comité de pilotage, comité de recherche de fonds, comité de plaidoyer.

Dès le mois de mars 2012 le CARI a invité tous les membres de Drynet à l'initiative Espace Terres Arides et Oasis au Forum Mondial de l'eau à Marseille, permettant aux participants d'y tenir des conférences débats et une journée spéciale sous forme de foire des produits des terres sèches se terminant par un concert de l'orchestre du Fleuve Sénégal. Profitant de la présence des membres à Marseille, Drynet a aussi organisé sur place sa conférence annuelle avec l'aide du CARI. Au cours de l'année le CARI a représenté Drynet au sommet Rio+20 à Brésil, en particulier en organisant une conférence débat sur le pavillon France, mais aussi en portant la voix de Drynet dans divers lieux dont le Pavillon de Rio dédié aux trois grandes conventions issues de Rio 1992. Le CARI a aussi été le principal acteur d'une dynamique de participation de Drynet (et aussi du RESAD) aux ateliers de formalisation de la « stratégie harmonisée » pour la mise en œuvre de l'initiative de Grande muraille Verte pour le Sahara portée par l'Union africaine. Cette action du CARI s'est poursuivie en octobre via la tenue sous l'égide du RESAD, co-organisation du SPONG et financement FAO, d'un atelier de la société civile sur la Grande Muraille Verte avec la participation de Drynet. De même le CARI a amplement contribué à la mise sur pied d'un comité des sages (advisory board) de Drynet comprenant Yann Arthus Bertrand, Sina Maiga Damba (ancienne ministre au Mali) et Yves Guinand (coopération Suisse) qui s'est réuni une première fois en septembre à Amsterdam. Patrice

Burger a aussi pu représenter Drynet au Conseil du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à Washington et contribuer aux dialogues avec la nouvelle secrétaire exécutive, le réseau des ONG du FEM et les pays parties. Enfin le CARI a été impliqué dans la participation de Drynet à la conférence sur le changement climatique de Doha au mois de décembre, en particulier en co-organisant un événement parallèle avec divers autres membres de Drynet au Pavillon européen et en coordonnant un dialogue avec les représentants du programme national de sécurité alimentaire du Qatar et de la Coalition Mondiale des Zones Arides. Aussi en contribuant aux débats des Agriculture et Rural développement days devant un parterre de 600 personnes, la plupart acteurs du développement. Au cours de l'année le CARI a apporté son concours à la publication d'un document sur les actions des membres de Drynet.

La multiplicité des actions engagées, loin d'être un activisme débridé, est en réalité la mise en œuvre dans divers contextes de notre préoccupation du développement des terres arides dans le cadre de la Convention internationale sur la désertification. Ceci de manière volontariste pour un dialogue multi-acteurs décloisonné. La contribution du CARI dans le réseau Drynet illustre bien la volonté. Mais aussi la nécessité de couvrir l'ensemble du champ du local au global.

Débat de Drynet sur le pavillon France à Rio+20



Groupe de travail désertification :

réseau d'acteurs français impliqués dans des actions de solidarités internationales en zones arides

En 2012, Les actions du GTD se sont particulièrement centrées sur :

- Une contribution aux rencontres internationales et leurs restitution au grand public, avec une voix fort remarquée pour les zones arides au forum mondial de l'eau dans le cadre de l'espace « Terre arides et oasis », une contribution aux débats du Sommet de la terre de Rio+20 en juin et à la 18^{ème} conférence des parties de l'UNFCCC centrée sur la question de l'agriculture en décembre.
- L'édition de deux publications du GTD :
 - l'une sur le plaidoyer « Lutte contre la désertification : comment le plaidoyer renforce l'action », issue des expériences capitalisées au sein des réseaux GTD, eniD, RéSaD et Drynet concernant le suivi du processus de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD).
 - et l'autre sur l'agroécologie « Agroécologie, une transition vers des modes de vie et de développement viables - Paroles d'acteurs » écrite par des membres du GTD à partir de l'analyse collective d'une 10^{ème} de projets des membres et/ou partenaires du réseau.
- Deux sessions de renforcement de capacités sur l'agriculture face au changement climatique et la Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel à des fins de plaidoyer dans les rencontres internationales de Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) mais aussi dans l'agenda international de 2013.
- Et un programme de sensibilisation du grand public à la question de la lutte contre la désertification à l'occasion du Forum mondial de l'eau (FME) et auprès d'écoles de l'Hérault.

A noter que cette année, dans le cadre du soutien aux actions de coopération décentralisée, le GTD

Rappel

Le Groupe de Travail désertification, GTD est un réseau multi-acteurs qui trouve sa force dans la diversité de profil de ses membres : des ONGs, un comité scientifique, des collectivités locales... mais aussi dans le lien étroit qu'il a tissé et qu'il entretient avec les décideurs politiques français. Tous ont comme point commun d'intervenir, au moins pour une partie, de leurs activités sur le thème du développement dans les zones arides, de la restauration des terres et des alternatives possibles face à la dégradation des ressources naturelles et économiques dans ces zones.

Le GTD a pour objectif de :

- mobiliser les acteurs impliqués et développer une concertation au niveau national et international ;
- mutualiser, capitaliser et communiquer les savoirs ;
- renforcer les capacités des acteurs et des institutions.

Le CARI est animateur du GTD. Depuis 2010, le GTD est force de proposition au Sahel dans le cadre du RéSaD, Réseau Sahel Désertification.

Pour des raisons budgétaires, nous avons déconnecté financièrement le GTD du RéSaD en 2011 tout en gardant et privilégiant des articulations entre les activités du RéSaD et du GTD, voire des activités communes quand cela est possible.



Animation scolaire, GTD



Animation GTD grand public FME, avril 2012



Animation scolaire, GTD



Animation GTD grand public FME, avril 2012

en lien avec le RéSaD a participé activement à la diffusion de l'appel à projet du Programme de Gestion Durable des Terres (PRGDT) et à la sélection des projets.

Enfin, le CARI est devenu membre de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) et pourra y représenter la société civile, notamment le GTD.

En 2012, le GTD a réalisé une réflexion sur ses activités. Le GTD souhaite poursuivre son engagement pour mobiliser les acteurs pour lutter contre la désertification en travaillant particulièrement sur les synergies avec le changement climatique en matière d'agriculture en zones arides. Ces travaux auront des échos en termes de plaidoyer dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention des Nations sur la Lutte Contre la Désertification (CNUCLD) mais aussi de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), avec notamment une composante de mobilisation de la société civile en vue de la COP 21 (21^{ème} session de la conférence des Parties) que la France propose d'accueillir en 2015.

RéSaD : Réseau Sahel Désertification

www.cariassociation.org/resad

eniD : european networking initiative on Désertification

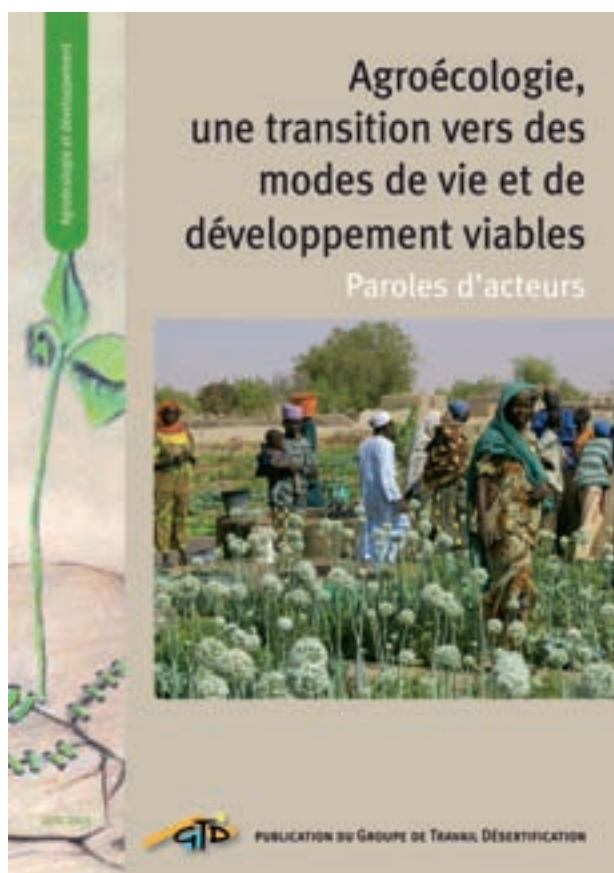
Drynet : réseau international d'ONGs impliquées dans le développement en zones arides

www.dry-net.org

Publications du GTD en 2012

« Lutte contre la désertification : comment le plaidoyer renforce l'action »

Conçue dans le cadre de la décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification, cette publication s'adresse à tous les acteurs qui souhaitent entreprendre des actions de plaidoyer. Vous y retrouverez des arguments de base en faveur de la lutte contre la désertification, des outils et méthodes pour réaliser une campagne de plaidoyer et l'expérience du CARI au sein des réseaux GTD, eniD, RéSaD et Drynet concernant le suivi du processus de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD).



« Agroécologie, une transition vers des modes de vie et de développement viables - Paroles d'acteurs »

Cette publication coordonnée par le CARI traite à la fois du concept de l'agroécologie dans diverses parties du monde et d'actions pratiques mises en œuvre dans des projets de développement menées par des ONG sur divers continents. L'apport se veut plus spécifiquement centré sur les zones sèches.

La première partie tente de définir l'agroécologie, ses différents courants de pensées et de la situer dans les orientations et déclarations internationales. La deuxième est constituée de témoignages de professionnels en agriculture écologique. La troisième partie tire une analyse de ces expériences. Enfin la dernière partie s'ouvre à des initiatives en cours dans le domaine. Au final, cette publication est un plaidoyer pour l'agroécologie.

Téléchargeable sur la publication se trouvant sur le site du GTD en suivant ce lien

<http://www.gtdesertification.org/rubrique59.html>

L'utilisation de ce document est possible en respectant les termes de la licence « Creative Commons Attribution » dont vous trouverez les termes en suivant ce lien

<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/>

Résultats en 2012

Plaidoyer et participation de la société civile

- Contribution du GTD dans la diffusion et la sélection de l'appel à projet FFEM «programme de gestion durable des terres» - le CARI, membre du comité de suivi Français et SPONG au nom du RESAD membre du comité au CILSS.
- Implication de la société civile via le CARI dans les actions de l'Observatoire du Sahara et du Sahel – CARI membre du CA de l'OSS en juin 2013.
- 50 invitations de nos partenaires, 5 panels, 11 débats et plusieurs centaines de visiteurs dont divers VIP – Espace « Terres arides et oasis » au forum mondial de l'eau – Marseille.
- Contribution du GTD à une position commune de la Commission Climat de Coordination Sud « Les agricultures familiales sont incontournables dans la lutte contre le changement climatique ! » portée à la COP18 – UNFCCC - Doha par le CARI.

Renforcement des capacités

- 50 ONG et collectivités locales informées formées à l'atelier du RéSaD « Société civile et Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel : s'approprier l'initiative et mobiliser l'opinion pour lutter contre la faim et la pauvreté » ; l'initiative est une première pour la société civile africaine sur ce sujet.
- 20 ONG formées - Journée d'échange - « agricultures paysannes et changements climatiques » organisée par le GTD et la commission Climat de Coordination Sud en préparation de la COP18 de Doha.

Communication

- Site Internet du GTD :
 - Pages vues : 6 674 ;
 - Durée moy. de la visite : 00:02:30 ;
 - Nouvelles visites (en %) : 70,79 %.
- Page fan Facebook : 95 Fan.
- Newsletter : 11 « mensuelles LCD », diffusées à 900 contacts.
- Edition de deux publications du GTD :
 - « Agroécologie, une transition vers des modes de vie et de développement viables - Paroles d'acteurs » ;
 - « Lutte contre la désertification, comment le plaidoyer renforce l'action ».
- Contribution à la publication MAEE 2012 « Systèmes de production durables en zones sèches : quels enjeux pour la coopération au développement ? ».

Sensibilisation

- 200 enfants sensibilisés en milieu scolaire – Hérault et 150 enfants sensibilisés au Forum Mondial de l'eau – Marseille.
- 300 personnes sensibilisées aux questions de gouvernance environnementale (RIO+20, Cop18) lors de conférences grand public Hérault et Paris.
- Une tribune dans le Monde cosignée par Nicolas Hulot (FNH), Luc Gnacadja (UNCCD) et Patrice Burger (CARI).
- Deux émissions RFI « C'est pas du vent » à partir du Forum Mondial de l'eau d'une part (mars) et de la COP18 de Doha d'autre part (Décembre).
- Videos sur Internet : 3 sujets tournés et diffusés lors de RIO+20 et deux sujets tournés et diffusés lors de la COP18 au Qatar .

Réseau Sahel Désertification :

au Burkina Faso, Mali, Niger et en France, quatre plateformes mobilisées pour les populations des zones arides

En 2012, le RéSaD a clôturé sa première période de mise en œuvre financé par l'AfD.

Cette période fut marquée par une forte mobilisation des plateformes du RéSaD pour mettre en œuvre le projet.

On peut noter que l'objectif « d'Etablir une concertation nationale et internationale » a été particulièrement important dans cette première phase de lancement du RéSaD. En effet, les études de caractérisation des acteurs sont la base du travail de réseau puisque les acteurs identifiés sont à la fois les bénéficiaires et partenaires du travail du projet. De plus, les membres du RéSaD ont participé à des initiatives internationales et entretenu

voire initié, des concertations sous-régionales pour se positionner comme interlocuteur et contributeur. On peut noter deux initiatives où le RéSaD est partie prenante du dialogue au service des acteurs du développement de la sous-région Afrique : le PRGDT – Programme Régional de Gestion Durable des Terres et la GMVSS – Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel.

Sur ce sujet, afin de partager le concept de la GMVSS, le SPONG pour le compte du Réseau Sahel Désertification, RéSaD a organisé à Ouagadougou dans le cadre de la Journée mondiale de l'alimentation du 16 au 18 octobre 2012, le premier atelier sur le sujet réunissant des acteurs de la société civile.

désertification

Rappel

Le RéSaD (Réseau Sahel Désertification) s'inscrit dans une dynamique de renforcement mutuel de capacité de 4 plateformes nationales (Burkina Faso, France, Mali, Niger) notamment pour accroître la participation de la société civile dans les politiques nationales de ces 4 pays et dans les politiques internationales en particulier dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification.

Outre le partage des connaissances des actions de plaidoyer, le projet souhaite aussi appuyer par des microfinancements des initiatives locales et des échanges d'expériences techniques en matière de lutte contre la désertification, entre les 4 plateformes d'acteurs de la société civile suivantes :

- le Groupe de Travail Désertification (GTD www.gtdesertification.org) en France ;
- le Secrétariat Permanent des Ong (SPONG) au Burkina Faso ;

- le Comité National de Coordination des Ong sur la Désertification (CNCOD) au Niger ;
- et le Groupe de coordination des Zones arides (Gcoza) au Mali.

Les objectifs du RéSaD sont les suivants :

- établir une concertation et une mise en réseau nationale et internationale ;
- renforcer les capacités des acteurs locaux et des institutions ;
- contribuer aux politiques publiques de développement ;
- mutualiser, capitaliser les leçons et expériences, et communiquer à destination des acteurs impliqués dans la lutte contre la désertification ;
- mobiliser l'opinion publique.

Le CARI est coordinateur du RéSaD.

Cet atelier introduit par Mr le Ministre de l'Agriculture et de l'Hydraulique du Burkina Faso, Mr L. Sedogo et soutenu par la FAO visait avant tout à « s'approprier l'initiative et mobiliser l'opinion » deux aspects jusqu'ici déficitaires. Deux membres de Drynet, le CARI (France) en tant que coordinateur du RESAD - et le GCOZA (Mali) ont participé à cette rencontre.

Une soixantaine de participants de la société civile en provenance de 10 pays africains ont pris connaissance de l'état d'avancement de cette initiative via une quinzaine de présentations institutionnelles, scientifiques ou techniques. Les travaux ont produit un relevé de décisions, une déclaration des participants et une feuille de route comportant des engagements pour la suite. Les résultats et les présentations de l'atelier sont disponible sur :

<http://www.gtdesertification.org/article224.html>

Concernant l'objectif de « contribuer aux politiques publiques », il faut saluer l'effort de toutes

les plateformes pour se positionner comme un interlocuteur des pouvoirs publics au niveau national et international dans le cadre de l'UNCCD. Enfin, le RéSaD a contribué à l'espace "Terres arides et oasis" lors du forum de l'eau à Marseille (FME) en mars 2012 ce qui a renforcé son audience vis à vis des acteurs de l'eau mais aussi des autres partenaires de la société civile comme Drynet.

Globalement, malgré l'insécurité grandissante au Sahel en 2012, le partenariat au sein du RéSaD s'est renforcé notamment grâce aux actions communes comme la participation du RéSaD à l'initiative du CARI lors du FME, et l'organisation de l'atelier de Ouagadougou sur la Grande Muraille Verte.

En 2013, les activités se poursuivront avec des temps de rencontres et de contribution lors des conférences internationales de la CNUCLD, une formation interne au plaidoyer et la suite des activités de renforcement de capacités au Mali, Niger et Burkina Faso.



Atelier RéSaD GMVSS, Session en atelier, octobre 2012, Ouagadougou, Burkina Faso



Atelier RéSaD GMVSS, participants, octobre 2012, Ouagadougou, Burkina Faso



Atelier RéSaD GMVSS, Session en atelier, octobre 2012, Ouagadougou, Burkina Faso

Le CARI dans les oasis

L'appui aux initiatives oasiennes à Jorf au Maroc

Dès le début de l'année, le CARI a souhaité poursuivre son engagement dans les oasis du sud marocain. Avec l'Association Provinciale de Lutte Contre la Désertification et la Protection de l'Environnement (APLCDPE), le CARI a répondu aux sollicitations d'un agriculteur de l'oasis de Jorf pour poursuivre, à partir de sa ferme, le travail de diffusion de l'agroécologie engagé cinq ans plus tôt. L'élevage est au centre d'une ferme en polycultures. Les différents ateliers viennent sécuriser l'élevage de brebis de D'man, le palmier dattier est vu comme la « retraite de l'agriculteur », les grandes cultures fournissent l'alimentation, le maraîchage constitue un porte-feuille rapidement disponible, la culture de l'olivier et l'apiculture représentent de bons compléments de revenu. Le soutien de la fondation Itancia a permis de s'engager dans la mise en place d'une ferme pilote en agroécologie dont l'objectif est à la fois le soutien technique à l'agriculteur concerné et l'orga-

nisation d'une dynamique de formation pour les agriculteurs locaux.

Dès le mois de juin, une convention a été signée entérinant le soutien de la fondation et une première mission sur place a permis de valider collectivement les objectifs du projet.

Après sélection, un volontaire a été mis en place dès le mois de novembre dont le rôle est la coordination sur place du projet.

Les premières missions techniques ont ainsi pu être réalisées pour arrêter définitivement le travail à réaliser et planifier les différentes interventions nécessaires à la réalisation des objectifs.

L'agriculteur, l'ALCDPE et le CARI ont décidé conjointement de travailler sur 3 axes : la **précocité** permettant de gagner du temps sur la production et constituer un avantage commercial ; l'**irrigation** qui constitue le poste le plus important en temps de travail ; la **fertilité** qui est à la base de la réflexion agroécologique.



Visite d'agriculteurs du Tafilalet sur la ferme

L'action du Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADDO)

RADDO

L'année 2012 constituait la seconde phase du PACO, le programme d'actions du RADDO. Le CARI a poursuivi son rôle de coordinateur régional.

Après une année dédiée essentiellement à la mise en place des outils de coordination et de fonctionnement du réseau, cette seconde année était l'occasion pour les partenaires de répondre aux besoins des associations oasiennes, futurs membres du réseau, et de jeter les bases des plateformes nationales sur lesquelles doit s'asseoir le RADDO.

Ainsi tout au long de l'année 2012 de nombreuses formations ont pu être délivrées aux associations oasiennes des différents pays. La formation à la gestion de projets a été menée dans chaque pays et renouvelée 3 fois en Algérie. En Tunisie, une formation a été réalisée suite à la révolution tunisienne pour tenir à jour les associations sur les aspects légaux les concernant. Des formations techniques ont également été délivrées notamment au Maroc et en Mauritanie sur la conduite du palmier dattier et la gestion de l'eau.



Formation à la gestion, Tunisie

Ces formations constituent l'un des principaux services délivré par le RADDO à ses membres. Elles permettent de renforcer les capacités des associations comme acteur du développement local. La demande est forte.

L'année 2012 fut également l'occasion pour les points focaux de renforcer le fonctionnement des

plateformes nationales. Ainsi de nombreuses rencontres régionales ont eu lieu dans les différents pays. A Tatatouine et Gabès pour la Tunisie, en Adrar et Assaba pour la Mauritanie, à Ghardaia pour l'Algérie. Ces rencontres qui seront poursuivies en 2013 doivent renforcer la connaissance mutuelle des acteurs associatifs et permettre la ramification du réseau dans les différentes régions. C'est un processus lent qui

Rappel

Né en novembre 2001, le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADDO) est un réseau d'associations actives au Maghreb pour la sauvegarde des oasis. Tout en étant l'un des initiateurs, le CARI y est inscrit en tant que facilitateur. Un point focal est présent dans chaque pays, l'ASOC en Tunisie, l'APEB en Algérie, l'ALCESDAM au Maroc et Tenmiya en Mauritanie.

Afin de remplir les objectifs qu'il s'est fixé et de renforcer sa dynamique de réseau, le RADDO a déposé en 2009 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) français et de la CAIXA, banque de développement espagnole, un projet pour la gestion durable des ressources des oasis au niveau des 4 pays du réseau.

Ce projet appelé PACO (Programme d'Actions Concertées des Oasis) aujourd'hui financé par l'Agence Française de Développement, présente deux composantes :

- le renforcement des capacités de la société civile oasienne ;
- et une plus technique sur la gestion des ressources naturelles (biodiversité, valorisation des productions, agroécologie et gestion de l'eau).

demande à chacun le temps de comprendre les engagements du RADDO et l'intérêt de l'action en réseau.

Le RADDO a su également porter la voix des oasis au niveau national comme international.

Au niveau national, le RADDO a participé au salon de l'agriculture au Maroc et en Tunisie, co-organisé la 3^{ème} édition du festival des dattes de Tidjikja en Mauritanie. Cette participation était l'occasion de démonstrations et formations au système californien, système économisateur d'eau testé dans le cadre du PACO. En Mauritanie, le RADDO a également participé au festival des villes anciennes à Ouadane qui était l'occasion d'une présentation du RADDO et d'une rencontre avec l'IUCN, nouveau partenaire du CARI.

Le RADDO a également participé à des ateliers de travail où il a pu partager son expérience comme à Nefta pour la sauvegarde de la « corbeille » ou lors du forum sécurité alimentaire co-organisé avec les ONG présentes sur le sol mauritanien ou encore en Algérie. L'APEB a également travaillé, avec l'appui de la cellule Défis, experte en ingénierie de formation, sur les missions et le programme du centre de formation Akraz qui, à terme, devrait s'inscrire dans la dynamique RADDO.

2012 fut riche en événements internationaux. Dès le mois de mars le RADDO participait au 6^{ème} Forum Mondial de l'eau à Marseille en tenant une tente oasis dans l'espace Terres Arides et Oasis organisé par le CARI. Des débats ont été organisés tout au long de la semaine.

Le CARI a assuré la participation du RADDO à Rio+20 et permis d'insérer la question oasisienne dans la déclaration finale.

On notera également la participation du RADDO au Forum international du Tourisme Durable avec



Festival Tidjikja, Mauritanie



Rencontre Gabes, juillet 2012, Tunisie



Participation au congrès sud nord méditerranée, juin 2012, Tunis



Rencontre avec la ministre de l'environnement tunisien au FME sur l'espace TAO

Statistiques du site Internet RADDO

| Year | Page Loads | Unique Visits | First Time Visits | Returning Visits |
|------|------------|---------------|-------------------|------------------|
| 2012 | 2,547 | 5,890 | 4,733 | 1,157 |
| 2011 | 10,888 | 3,979 | 3,087 | 892 |
| 2010 | 3,705 | 1,301 | 1,068 | 233 |



Sidattes, octobre 2012



Mission Tunisie, octobre 2012



Side event, Doha, décembre 2012

l'intervention de l'ASOC ainsi qu'au Salon International des Dattes à Erfoud avec l'organisation d'une table-ronde et l'invitation d'associations tunisiennes et algériennes.

Au mois de juin, le RADD0 soutenait le 3^{ème} congrès sud-nord Méditerranée à Tunis en prenant en charge la participation d'associations oasiennes et où l'ASOC représentait le réseau.

Enfin, la participation à la 18^{ème} conférence des parties de la convention des Nations Unies de lutte contre le changement climatique à Doha était l'occasion pour le CSP (Comité du Suivi Permanent) du RADD0 de se retrouver et plaider la cause des oasis. Le RADD0 tenait un stand tout au long de la rencontre et en a profité pour organiser un side-event sur le pavillon européen titre « *sécurité alimentaire au Maghreb : les oasis comme une solution au changement climatique* ». A cette occasion, le CSP s'est réuni pour discuter les suites du PACO dont la fin est prévue en 2013. Tout au long de l'année, le RADD0 a poursuivi sa communication grâce à ses outils internet (site Internet et page Facebook) et une lettre d'actualités mensuelle distribuée à plus de 400 personnes. Ce qui s'est traduit par une augmentation de 50% du nombre de visiteurs sur le site. Les membres du réseau ont également alimenté les radios locales et internationales (Rfi, France Info ...) et différents journaux.

L'année 2012 a vu paraître les premières publications RADD0 : une publication sur la sécurité alimentaire au Maghreb et les oasis, une étude bibliographique sur les questions de l'eau et du foncier dans les oasis.

Cette année 2012 fut une année riche en activités. Porté par l'engagement bénévole de ses membres depuis sa création en 2001, le réseau prend petit à petit ses marques dans les territoires oasiens et finit par se faire connaître. Outre les associations oasiennes, de nombreux partenariats ont ainsi pu être renforcés : avec l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier, l'IUCN, la FAO et son projet SIPAM, le programme de développement durable des oasis en Mauritanie, le Global Dry Land Alliance, le Fonds pour l'environnement mondial ou encore la Banque Mondiale.

Perspectives :

L'année 2013 sera l'année de clôture du programme PACO II. L'occasion pour le RADD0 de faire le bilan et proposer une suite. D'ores et déjà, nous savons que le renforcement et l'animation des plates-formes nationales seront une priorité, que sur la base de celles-ci l'échange, la communication et les interactions à l'échelle régionale et internationale seront essentiels pour donner une vraie valeur ajoutée au réseau. La rencontre internationale pour la sauvegarde des oasis prévue en 2013 constituera un rendez-vous clef pour les membres du RADD0 et un test pour ses fondateurs dont le CARI.

Espace Terres arides et Oasis

Le CARI au Forum mondial de l'eau de Marseille

Le Forum mondial de l'eau est le principal événement international abordant les questions de l'eau, organisé tous les 3 ans depuis 1997 par le Conseil mondial de l'eau, en partenariat avec le pays d'accueil. La sixième édition de ce Forum s'est tenue à Marseille du 12 au 17 mars 2012, avec l'ambition d'une manifestation d'exception, affichée dès la phase préparatoire : densité du programme, création d'une commission Racines et Citoyenneté destinée à renforcer la participation de la société civile.

Lors de cet événement, le CARI a pris l'initiative de créer **l'espace Terres arides et oasis** afin de :

- développer la participation de la société civile et susciter des nouveaux partenariats ;
- informer les décideurs et le grand public sur la problématique des zones arides et des oasis ;
- proposer et nourrir plusieurs débats multi-acteurs sur le développement des zones sèches et des oasis ;
- faire connaître les actions positives et les bonnes pratiques engagées dans ces zones en vue du développement durable.

Du lundi au samedi, un programme de **11 panels et 5 débats multi-acteurs** s'y est déroulé avec comme fil conducteur l'eau pour le développement dans les pays affectés par l'aridité et la sécheresse. Un programme **d'animation avec**

films, expositions, jeux, théâtre forum, musique, quizz... a également été développé sur toute la semaine.

16 débats ont été organisés au total au sein de l'espace Terres arides et oasis regroupant différents acteurs (ONG, scientifiques, des collectivités locales, institutions) provenant de 25 pays du nord et du sud. (Pour plus de détails sur les débats vous pouvez vous rendre sur le site du CARI : <http://www.cariassociation.org/rubrique76.html?lang=>)



Forum mondial de l'eau, 2012



Forum mondial de l'eau, 2012, accueil TAO



Forum mondial de l'eau, 2012, espace oasis



Forum mondial de l'eau, 2012, espace oasis



Forum mondial de l'eau, 2012, espace désertification



Forum mondial de l'eau, 2012, espace débat

P. Koohafkan (FAO) a dénoncé les politiques de développement agricole des 50 dernières années et leurs conséquences néfastes pour l'eau en juxtaposant notamment l'augmentation de 12% des terres cultivées et de 70% de la consommation en eau pour l'agriculture.

Sur la route des solutions, P. Deygout (IRAM), rappelant l'étude sur les systèmes de production en zones sèches, portant sur 30 cas dans le monde, a estimé que la « gestion des risques était au coeur des stratégies » à entreprendre, et qu'il fallait non seulement le développement des innovations mais aussi des politiques publiques déterminées, qui prennent en compte la multifonctionnalité des espaces et les approches intégrées ». M. Savadogo de ARFA a appuyé cette idée, en incitant à « travailler avec les paysans dans leur milieu » et à « introduire le 5^{ème} élément, c'est-à-dire la protection naturelle des cultures ».

Plusieurs réponses ont été apportées dont celles d'oasiens, « s'appuyant sur leur exceptionnel patrimoine d'adaptation » qu'il faut considérer comme une valeur ajoutée dans « un contexte où les taux d'exploitation de l'eau sont de l'ordre de 159% (Tunisie).

Face à cela, on ne peut que soutenir la déclaration de M. Lahbib, maire de Tata (Maroc), qui appelle à un soutien accru aux collectivités et territoires oasiens pour une gestion intégrée de la ressource en eau et une reconnaissance des oasis comme patrimoine mondial de l'humanité. Dans ce sens, L. Gnacadja, secrétaire exécutif de l'UNCCD, s'est montré agréablement surpris des « importantes capacités de la coopération décentralisée, notamment son effet de levier sur les financements ».

Quelques éléments des débats :

Dans une forme de leçon inaugurale lors du premier panel, R. Escadafal (IRD/CSFD) a mis en perspectives les contraintes du cycle de l'eau dans les zones sèches et arides.

En confrère, F. Maraux (CIRAD/CSFD) a pointé l'intérêt de « l'eau transpirée par les plantes, car ce sont elles qui produisent la biomasse ». Ce qu'a confirmé dans un autre panel M. Dufumier (FNH) en rappelant que « pour que la plante fasse la photosynthèse, il faut qu'elle évapo-transpire » soulignant ainsi l'importance d'une utilisation optimale de l'eau. Face à ces enjeux,

Des relais médiatiques :

- une tribune dans le Monde cosignée par Nicolas Hulot (FNH), Luc Gnacadja (UNCCD) et Patrice Burger (CARI) ;
- deux émissions RFI « c'est pas du vent »
 - Zones arides : 40% de la surface émergée de la planète va-t-elle se transformer en désert ?
 - Les Oasis : un patrimoine de l'humanité menacé ?

Encore consultable :

<http://www.rfi.fr/emission/20120401-1-oasis-patrimoine-humanite-menace>

Programme Solidarité Eau (pS-Eau) :

des avancées en matière de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

Les objectifs et mission du pS-Eau

L'objectif général du pS-Eau est de contribuer à améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement en appuyant et en développant des actions de solidarité internationale pour l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement. Il s'agit notamment de faciliter et encourager le développement des initiatives en faveur de l'accès à l'eau et l'assainissement

Les activités conduites par le pS-Eau pour atteindre cet objectif sont de l'ordre de :

- améliorer l'accès à la connaissance et la compréhension des enjeux du secteur Eau potable et assainissement ;
- renforcer les compétences des acteurs du secteur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et améliorer la cohérence de leurs actions.

Valoriser et diffuser l'information nécessaire aux acteurs du secteur de l'eau potable et assainissement

Les activités développées au sein de l'antenne Méditerranée du pS-Eau

Outre les activités régulières d'appui conseil que mène le pS-Eau au niveau de la région Languedoc Roussillon et au niveau des acteurs du Maghreb :

- mobilisation de collectivité locale autour de la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et l'assainissement ;
- collecte et diffusion des informations à partir du site Internet du pS-Eau ;
- accompagnement des acteurs dans la recherche de financement et le montage de leur projet ;
- réalisation d'outils comme des fiches de renseignement pays (Maroc et Palestine).

2 activités vont être plus mis en avant dans ce rapport : Le 6^{ème} Forum mondial de l'eau et la Global water solidarity.





Le 6^{ème} Forum Mondial de l'eau

Dans le cadre de sa mission l'antenne Méditerranée a contribué au 6^{ème} Forum mondial de l'eau

notamment à travers l'animation de l'espace Terres arides et Oasis mis en place par le CARI. Il a s'agit principalement de contribuer à l'organisation des débats autour de :

- la coopération décentralisée en zone aride : enjeux et expériences ;
- récupération des eaux pluviales dans les pays en voie de développement ;
- solidaires ici et là-bas : amplifier la contribution des syndicats français d'eau et d'assainissement ;
- genre, eau et désertification : du Forum mondial de l'eau à Rio+20 ;
- contribution des diasporas pour l'accès à l'eau et à l'assainissement.

La Global water solidarity (GWS)

La Global Water Solidarity est une coalition de gouvernements locaux, régionaux et nationaux, d'institutions publiques et privées et d'organisations de la société civile issus d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Ses membres œuvrent de concert pour développer, reproduire à plus grande échelle des mécanismes de solidarité décentralisés (MSD), établis aux niveaux national et régional.

Dans ce cadre le pS-Eau a participé à la rencontre sur les « Mécanismes solidaires décentralisés pour l'eau et l'assainissement en Méditerranée » à Oujda au Maroc les 9 et 10 décembre 2012.

Lors des débats, le pS-Eau a présenté l'expérience française de mécanisme solidaire décentralisé à travers la loi Oudin et son application par les collectivités locales et les agences de l'eau.

Les échanges ont permis d'identifier nombre de besoins communs aux différents acteurs engagés dans les Mécanismes Solidaires Décentralisés, notamment la vulgarisation de ces mécanismes auprès des autorités locales et le partage de la multitude d'expériences existantes, l'identification et la promotion de nouveaux partenariats, l'appui aux partenaires pour la réalisation de projets d'accès à l'eau et l'assainissement tout en priorisant les actions vers les usagers les plus vulnérables, les zones sensibles à l'environnement et les zones rurales.

Les travaux ont abouti à l'adoption de la motion d'Oujda visant à l'élaboration d'un plan d'action et la mise en place d'une plateforme régionale méditerranéenne. Cette Plateforme aura pour objectifs de partager les enjeux, de fédérer toutes les parties prenantes du domaine de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement (publics, privés, associatifs) et de permettre l'atteinte d'objectifs concrets notamment par le suivi et l'évaluation des projets réalisés ou à réaliser.

Suite à cette rencontre un groupe de travail dont le pS-Eau faisait partie c'est réuni le 22 novembre 2012 à Marseille pour discuter et valider les objectifs, résultats attendus et les activités à mettre en œuvre de la plateforme Méditerranée. Il a notamment été convenu lors de cette réunion que la région de l'Oriental au Maroc serait la 1^{ère} région pilote de la plateforme et qu'une étude y serait lancée pour faire remonter les besoins de la région.



CONSEIL D'ADMINISTRATION 2012

GARCIA Gérard : *Président, chef d'entreprise de communication*
CORNET Antoine : *Vice Président, écologue et directeur de recherche émérite*
SILVESTRE Richard : *Trésorier, gestionnaire retraité*
REQUIER-DESJARDIN Mélanie : *Secrétaire, enseignante / chercheur*
LEPLAIDEUR Alain : *Secrétaire adjoint, expert du développement retraité*
BUTTET Georges : *Paysan retraité*
HERRMANN Michel : *Agriculteur biologique*
MARTY André : *Sociologue Pastoraliste retraité*
MOREZ Robert : *Consultant international en agroécologie*
CATHERINE Alain : *Agriculteur retraité*
FAVRE Catherine : *Psychologue et psychothérapeute*



de gauche à droite : Jean Baptiste Cheneval, Patrice Burger, Jean Luc Messe, Christophe Brossé, Stéphanie Faure, Mélanie Favand, Robert Morez, Antoine Cornet, Mathilde Bourdin, Michel Herrmann, Georges Buttet, Mélanie Requier, Richard Silvestre, Gérard Garcia et Alain Catherine



Laetitia Stroesser, Stéphanie Faure, Jean Baptiste Cheneval, Juliette Derian, Patrice Burger, Christophe Brossé

PERMANENTS 2012

Directeur : BURGER Patrice
Adjoint administratif et financier et chargé de projets : BROSSÉ Christophe
Coordinateur projets oasis : CHENEVAL Jean Baptiste
Chargée de projets Réseau Désertification : FAURE Stéphanie
Chargée de mission Désertification : GENTIT Maude
Volontaire en Tunisie : MORGAUX Amélie
Volontaire au Maroc : MOUHSSIN Omar
Volontaire en Mauritanie : SENY SALE Amadou

INTERVENANTS PROJETS AGROECOLOGIE

DE PEYER Andy et Yvette, *Agriculteurs bio en Cévennes*
HERRMANN Michel, *Pépiniériste bio dans les Cévennes*
PETRIMAUX Stéphane, *Agriculteur en agroécologie*
SEARLE Grégory, *Agriculteur bio à Aniane*



Les bailleurs du CARI en 2012



Les partenaires du CARI en 2012





www.cariassociation.org/resad



www.raddo.org



www.gtdesertification.org



www.dry-net.org



www.pseau.org

CENTRE D' ACTIONS ET DE REALISATIONS INTERNATIONALES

Rue du Courreau 34380 Viols Le Fort
Tél. : 00 (33) 04 67 55 61 18 – Fax 00 (33) 04 67 55 74 37
Mail : cariassociation@yahoo.fr
Site : www.cariassociation.org

